

**CONVENTION CADRE 2019-2021
POUR L'INVENTAIRE DU PATRIMOINE DE VILLEGATURE
DE LA COMMUNE DE GRASSE**

ENTRE

La Région Provence Alpes Côte d'Azur, représentée par le Président du Conseil régional Monsieur Renaud MUSELIER, autorisé à signer la présente convention par délibération du Conseil régional n° du

Ci-dessous dénommée **la Région**,

ET,

La Commune de Grasse, représentée par le Maire, Monsieur Jérôme VIAUD, autorisé à signer la présente convention par délibération du Conseil municipal n°xxx du xxx 2019 parvenue en Préfecture le xxxx.

Ci-dessous dénommée **la Commune de Grasse**

Vu la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales et notamment l'article 95 relatif à l'Inventaire général du Patrimoine culturel et son décret d'application n° 2005-835 du 20 juillet 2005,

Vu la convention du 18 mai 2007 relative au transfert des droits d'exploitation des données de l'Inventaire général du patrimoine culturel approuvé par délibération n° 07-84 du 30 mars 2007.

IL EST PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIT :

Depuis le 1^{er} janvier 2005, la Région Provence Alpes Côte d'Azur exerce sur son territoire la compétence en matière d'Inventaire général du patrimoine culturel.

La Région peut confier la conduite d'une opération d'inventaire à toute collectivité ou groupement de collectivités qui en fait la demande, sous réserve de conclure à cet effet une convention en définissant les objectifs, les moyens qui lui sont affectés, les modalités de sa réalisation, les conditions d'exploitation et de diffusion publique des données recueillies.

La réalisation d'un inventaire de la villégiature et des maisons d'agrément du territoire grassois sera le moyen adapté pour étudier et valoriser un patrimoine bien inscrit dans le paysage communal mais dont de nombreux aspects restent à découvrir. Cette enquête viendra en outre compléter le travail d'inventaire du patrimoine industriel déjà accompli.

La ville de Grasse présente en effet cette particularité d'être à la fois un bassin industriel reconnu et une destination touristique qui profite et participe de l'aura de la Côte d'Azur. Mieux comprendre les interactions historiques et patrimoniales entre ces deux secteurs de l'économie, qui habituellement ne sont pas spontanément associés, est très certainement un terrain d'exploration des plus intéressants.

Enfin, inscrire l'inventaire de la villégiature grassoise, riche de ses spécificités, à l'échelle plus large de la Riviera Française, offrirait à coup sûr un éclairage nouveau sur les différentes formes qu'a pu prendre le développement du tourisme dans le sud-est de la France.

Dans ce cadre général, la présente convention est destinée à fixer les modalités de partenariat technique et scientifique entre la Région et la Commune de Grasse pour contribuer à l'inventaire du patrimoine de villégiature de ce territoire.

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer les modalités du partenariat entre la Région et la Commune de Grasse, afin de réaliser l'inventaire des patrimoines architectural et mobilier de la villégiature sur le territoire de la commune.

ARTICLE 2 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans. Elle sera exécutoire à compter de sa notification par la Région au cocontractant. Elle fera chaque année l'objet d'une programmation des travaux en regard des opérations prévues.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DES PARTIES :

Les parties s'engagent à effectuer, chaque année, une programmation des études.

Les parties s'engagent à respecter les normes techniques du système documentaire national de l'Inventaire général du Patrimoine culturel définies par le ministère de la Culture, dans le cadre de l'informatisation des données résultant des opérations d'inventaire, afin qu'elles y soient versées pour une diffusion publique.

Les parties s'engagent à détailler le protocole scientifique de l'opération dans un cahier des clauses scientifiques et techniques élaboré conjointement par les agents du service Ville d'Art et d'Histoire de la Commune de Grasse et par les agents de la direction de la Culture de la Région affectés à l'opération, sous la direction scientifique du chef du service Patrimoine, traditions et Inventaire. Ce cahier des clauses mettra en œuvre les normes scientifiques et techniques de conduite des opérations d'inventaires fixées par l'arrêté ministériel du 17 février 2009. La rédaction du cahier des clauses interviendra au plus tard dans les trois mois suivant la notification de la présente convention.

ARTICLE 4 : MOYENS HUMAINS ET FONCTIONNELS MIS EN ŒUVRE PAR LA COMMUNE DE GRASSE.

Sous le pilotage du Chef du service Ville d'Art et d'Histoire, un agent est chargé de réaliser le recensement du patrimoine architectural et mobilier, le dépouillement documentaire, la recherche aux archives et les études de terrain qui s'y réfèrent. Il assurera la rédaction des dossiers, leur saisie sur les modèles de données des bases Mérimée et Palissy de l'Inventaire général du Patrimoine culturel et leur mise en forme finale. La Commune de Grasse mettra à disposition de cet agent le matériel et les moyens de fonctionnement indispensables à l'opération. Les prises de vue seront réalisées par un photographe professionnel.

ARTICLE 5 : MOYENS HUMAINS ET FONCTIONNELS MIS EN ŒUVRE PAR LA RÉGION

Les agents compétents du service Patrimoine, traditions et Inventaire assureront le suivi méthodologique, sous la responsabilité d'un conservateur du patrimoine en charge du conseil scientifique de l'opération.

Les agents du service Patrimoine, traditions et Inventaire (photographes, dessinatrice-topographe) pourront également réaliser une partie des campagnes de prises de vue photographiques et les relevés d'architecture.

La Région mettra à disposition du projet son applicatif de création et de diffusion de dossiers électroniques en ligne.

Elle donnera à l'agent de la Commune de Grasse en charge de la saisie des données les droits d'accès à l'interface de production, assurera une formation à l'utilisation de l'applicatif, validera les données et les publiera sur l'interface de diffusion publique.

ARTICLE 6 : COORDINATION ET CONTROLE DE L'OPÉRATION

Les opérations sont coordonnées et réalisées sous le double contrôle scientifique et technique du chef du service Patrimoine, traditions et Inventaire de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et du chef du service Ville d'Art et d'Histoire de la Commune de Grasse.

ARTICLE 7 : PROPRIÉTÉ DE LA DOCUMENTATION

La propriété de la documentation résultant des opérations réalisées dans le cadre de la présente convention revient conjointement à la Région et à la Commune de Grasse. Les dossiers réalisés sont protégés par le copyright « **(c) Inventaire général, Région Provence-Alpes-Côte d'Azur ; (c) Ville d'Art et d'Histoire, Grasse** ».

Les graphiques et phototypes originaux réalisés par le service Patrimoine, traditions et Inventaire sont la propriété de la Région et sont protégés par le copyright « **(c) Région Provence-Alpes-Côte d'Azur – Inventaire général – [nom du technicien]** ».

Les graphiques et phototypes originaux réalisés par la Commune de Grasse sont la propriété de la Commune et sont protégés par le copyright « **(c) Ville d'Art et d'Histoire, Grasse – [nom du technicien]** ».

ARTICLE 8 : CONDITIONS D'EXPLOITATION ET DE DIFFUSION PUBLIQUE

Conformément à l'article 95 de la loi du 13 août 2004, les données résultant de l'opération d'inventaire (textes, phototypes et dessins) et leurs droits d'exploitation au titre de la propriété littéraire et artistique sont cédés gratuitement à la Commune de Grasse et à la Région, exclusivement pour la constitution de cet inventaire et pour sa mise à disposition du public lorsqu'elle est effectuée à titre gratuit.

Toute autre forme de diffusion devra faire l'objet d'un accord spécifique entre la Région et la Commune de Grasse.

ARTICLE 9 : COMMUNICATION

Les deux parties s'engagent à faire paraître gracieusement la mention de leur partenaire avec le logo de l'institution, le cas échéant sur l'ensemble des supports de communication produits à l'occasion de l'opération et à mentionner systématiquement le présent partenariat lors de la mise en œuvre de l'opération.

ARTICLE 10 : COMPTE RENDU

À l'échéance de la présente convention, la Commune de Grasse s'engage à transmettre à la Région un compte rendu détaillé des actions et opérations menées dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 11 : AVENANT

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant signé des deux parties.

ARTICLE 12 : RÉSILIATION

La présente convention pourra être résiliée pour tout motif d'intérêt général.

En cas d'inexécution par l'une des deux parties de ses obligations, la présente convention sera résiliée de plein droit à compter de la notification, par l'autre partie, d'un courrier recommandé avec accusé de réception.

ARTICLE 13 : LITIGES

En cas de difficultés liées à l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, quelle qu'en soit la cause ou l'objet, il est expressément convenu, et ce avant tout recours contentieux, que les parties tenteront de procéder, par voie de règlement amiable. Pour ce faire, l'une des parties au moins déclenche une procédure de conciliation par courrier recommandé adressé aux autres parties. Les parties s'engagent à fixer une date de réunion dans les quinze jours à compter de la réception de la première saisine et à désigner des représentants pour assister à cette réunion. En cas de refus express d'une des parties pour participer à cette réunion ou en cas d'échec des négociations, le litige pourra être soumis au tribunal administratif de Marseille.

Fait à Marseille, le
en deux exemplaires originaux

Pour la Région,
Le Président du Conseil régional,

Pour la Commune de Grasse,
Le Maire

Renaud MUSELIER

Jérôme VIAUD